

La nouvelle écologie politique
Jean-Paul Fitoussi et Éloi Laurent
Le Seuil – Collection « la république des idées »
ISBN : 978.2.02.097719.7
Prix : 11,50 euros

Jean-Paul Fitoussi et Éloi Laurent poursuivent la réflexion – entamée par JP Fitoussi dans de précédents ouvrages¹ – entre croissance économique, démocratie et préservation de l’environnement, avec comme ambition non dissimulée de participer à la fondation d’une nouvelle « économie politique ». Dans une première partie, ils abordent les approches classiques et néo-classiques des liens entre croissance et environnement. Si pour les classiques – en particulier Malthus – le caractère limité des ressources naturelles est une donnée indépassable, il n’en est pas de même pour les néo-classiques dont les modèles font totalement abstraction de la « variable environnement ». Pour ces derniers, la seule limite de la croissance est constituée par la dotation en capital humain et matériel, le progrès technique permettant de repousser sans cesse la loi d’airain des rendements décroissants et, pour les plus optimistes, le caractère non renouvelable des ressources. Dans une seconde partie, les auteurs montrent que les liens entre la sphère économique et l’environnement doivent être considérées de façon dynamique, les phénomènes économiques ayant un caractère irréversible, ou le temps joue un rôle essentiel et non linéaire. Les principes de la thermodynamique ne peuvent être ignorés, et le caractère fini de notre monde doit être pris en considération. La question essentielle est donc de savoir quel type de régime politique permet de limiter les phénomènes entropiques, et l’épuisement des ressources de notre planète. Si dans le débat entre croissance et décroissance² les auteurs prennent clairement le premier parti, ils enrichissent la réflexion par la prise en compte d’autres facteurs – pour eux fondamentaux – comme le degré de démocratie politique et le niveau des inégalités sociales. En effet le respect des grands équilibres écologiques suppose une claire conscience des enjeux pour les générations futures, qui ne peut être perçue que lorsqu’un certain niveau de vie permet d’échapper à la hantise du quotidien. Cela nécessite aussi un certain degré de démocratie politique, qui permet à la presse de dénoncer les scandales écologiques les plus criants, et aux populations de faire entendre leurs revendications les plus essentielles.

Brassant les données économiques de l’ONU et de la Banque mondiale, les auteurs cherchent dans une dernière partie à démontrer économétriquement la justesse de leur point de vue. Si le lien entre libertés économiques (liberté d’entreprendre, droit de propriété, respect des contrats) et développement économique (dans ses diverses dimensions, en référence à l’indicateur de développement humain) est incontestable, il est moins évident entre libertés politiques et développement, à leurs grands regrets... En revanche tout aussi incontestable est pour eux le lien entre respect de l’environnement (mesuré par l’Environmental Sustainability Index) et le degré de liberté politique, comme semble le prouver une comparaison entre l’Inde et la Chine. Ainsi l’impératif de développement durable plaide-t-il pour un renforcement des institutions démocratiques et une participation plus active des populations !

Ce petit ouvrage pédagogique et stimulant permet donc de jeter les bases d’un débat fondamental pour l’avenir de nos sociétés, même si l’on sent bien – à la lumière des travaux économétriques présentés – qu’il s’agit là d’un domaine en pleine gestation, dans lequel il serait périlleux d’établir des règles intangibles et des mécanismes incontestables.

Pierre VINARD

¹ En particulier

² Voir note de lecture sur « À qui profite le développement durable ? » de Sylvie Brunet